

Liberté

Bulletin du PCF Albertville - Beaufort - Grésy/Isère

Novembre 2012

EDITO

L'HUMAIN D'ABORD

Nous voulons changer le monde ! Pour cela un choix radical est devenu inévitable : suivre la pente de la compétition sauvage et de la barbarie ou bifurquer sur le chemin du partage, de la démocratie et de l'humain.

C'est ce qui donne sens à notre projet* de société et à la manière dont nous voulons le faire avancer, avec toutes et tous. Allons-nous laisser écrire la suite de l'histoire par la main de ceux qui nous ont menés au désastre ? Face aux urgences comme face aux grands enjeux, ne laissons pas notre destin se décider sans nous, au gré des humeurs du marché. Dans leurs vies quotidiennes, des millions de femmes et d'hommes n'en peuvent plus ; le chômage de masse continue de gagner du terrain, la précarité devient la norme particulièrement pour les femmes et les jeunes salariés, de plus en plus de retraités sont en butte à la pauvreté, trop d'étudiants s'endettent et cherchent des petits boulots pour financer leur formation, la violence monte dans toute la société...

Tout cela alimente le sentiment d'impuissance savamment distillé dans les consciences par la droite et son extrême. Rompre avec le capitalisme en le dépassant est une urgente nécessité. La brutalité de la crise exige la mise en œuvre de solutions nouvelles qui s'attaquent aux causes réelles. La domination insensée des forces de l'argent doit être renversée pour laisser place à un mode de développement humain durable. A ceux, dont les socialistes, qui parlent de moraliser le capitalisme pour mieux le conserver, nous disons que l'entreprise est vaine et que la manœuvre ne prend pas.

L'argent n'a pas de conscience. Sans la volonté de prendre le pouvoir aux marchés financiers et aux grands possédants, l'expérience a montré qu'il n'y a aucun résultat significatif ; Il y a une contradiction de plus en plus insoutenable entre le capitalisme et le progrès social, entre le capitalisme et la démocratie, entre le capitalisme et l'écologie.

C'est pourquoi nous parlons de révolution. Une révolution citoyenne, pacifique, démocratique, et non pas la prise de

pouvoir d'une minorité. Un processus de changement crédible et ambitieux, visant à transformer les logiques du système. La lutte des classes avait disparu !... C'était une vue de l'esprit, un fantôme du passé que quelques individus inadaptés cherchaient à réveiller. Chacun était seul responsable de la situation dans laquelle il se trouvait. Voilà le discours hypnotisant qui nous a été servi des années durant. La lutte des classes reste d'actualité et dans notre pays, enfin, se lèvent dans de nombreux champs de la société des mouvements de lutte qui portent des revendications et des propositions concrètes. C'est de là que naîtra le changement.

Nous souhaitons que se libèrent toutes ces forces qui veulent transformer nos sociétés même s'il leur manque un projet commun, elles sont porteuses d'un souffle nouveau dont le monde a besoin.

Ensemble nous pouvons changer le monde, mettons « l'humain d'abord ».

Gilles COINTY

**Se procurer le projet auprès des militants*

Samedi 15 décembre 2012

14h30 - 18h

Maison communale du Parc
Albertville



**APRES MIDI
DU LIVRE**



organisé par le PCF
avec le concours de la Librairie
Jean Jacques Rousseau
(Chambéry)

**Participation de Michel Etiévent
qui dédicacera ses ouvrages.**

Le changement, c'est pour quand ?

Il fallait chasser Sarkozy : c'était devenu une mesure de salubrité publique et le Front de Gauche, avec ses millions de voix, y a largement contribué ...

Et maintenant ? Le changement est-il au rendez-vous ? Quelques mesures positives ont été prises, que nos députés (trop peu nombreux) ont votées après avoir parfois réussi à les améliorer.

Mais le compte n'y est pas ! On se souvient de l'augmentation dérisoire du Smic ... Plus récemment, il y a eu le recul piteux du gouvernement socialiste-EELV devant les «pigeons», comme s'étaient baptisés des patrons soi-disant menacés de faillite par les coups de canif fiscaux dont ils se disaient victimes.

Il faut dire que le Medef n'a pas mis longtemps pour dégainer et mettre la pression. On peut craindre de nouveaux reculs sur les salaires, les conditions de travail, les retraites, etc... au nom de la «compétitivité». Montebourg se démène beaucoup ... mais les usines ferment l'une après l'autre. L'impuissance de ce gouvernement face à Mittal est proprement scandaleuse. On ressort l'objectif du «produire français». Il y a plus de 30 ans, quand le PCF et Marchais le disaient, on les taxait de chauvins et de ringards ...

Produire français bien sûr ! Mais après combien de régions sinistrées, de friches industrielles, de savoir-faire «exportés» vers des pays plus accueillants sur le plan des salaires et de la fiscalité ? Voilà le bilan de ces décennies de mondialisation capitaliste.

Le candidat François Hollande avait pourtant, dans son discours au Bourget, désigné clairement l'adversaire : la FINANCE.

Mais le même candidat ne cherchait-il pas à rassurer les



financiers de la City à Londres en leur disant : «*Je ne suis pas dangereux*» ? Monsieur le Président, il faut choisir ! On ne peut à la fois faire plaisir aux marchés et satisfaire les besoins du peuple qui vous a élu !

Vous avez refusé un débat démocratique sur le traité européen, vous l'avez fait voter à la sauvette avec le renfort de la droite. Ce traité était l'enfant du tandem Sarko-Merkel. Vous ne l'avez pas renégocié, contrairement à votre engagement. Or ce traité va nous enfoncer dans la récession : on est sur le même chemin qui a conduit la Grèce, l'Espagne, le Portugal à la catastrophe. Les élus socialistes, y compris Savoyards, qui l'ont voté, portent une lourde responsabilité et auront des comptes à rendre devant le peuple.

En ce qui nous concerne au PCF et au Front de Gauche, nous voulons que la gauche gagne, qu'elle fasse preuve de courage contre la dictature des marchés, qu'elle s'en prenne résolument aux vrais privilégiés de la fortune.

Pour cela, il faut en appeler à la mobilisation, au soutien populaire, il faut avoir confiance dans le peuple, au lieu de le décourager.

On peut faire autrement en France et en Europe !

Lucien CARREL

VENDREDI 23 NOVEMBRE 2012

19h30 - Salle Robespierre - UGINE

PROJECTION DEBAT du film «**Rêver le travail**»

organisée par le PCF - Front de Gauche d'Ugine

avec le réalisateur Marcel TRILLAT, journaliste - cinéaste

A noter la présence de Corine Pointet et Henri Morandini dans le film

Nouvel hôpital : l'Arlésienne ?

Suite à la réunion avec Madame la Ministre de la Santé, la décision finale ne sera prise qu'en juin 2013. En attendant, des réunions doivent s'organiser pour revoir le programme.... Ce dernier a déjà été revu et corrigé, les ambitions écologiques ont été abandonnées, les surfaces réduites les économies demandées ont été faites. Que va encore exiger cette nouvelle commission ? Pour quel bénéfice et pour qui ? Les patients, la population locale ?

Si le bénéfice d'une nouvelle construction est réel pour la population, c'est-à-dire un service public de proximité et de qualité alors il ne faut pas hésiter. Par contre s'il s'agit d'un projet purement démagogique pour avaliser la fermeture de Moûtiers alors halte aux gabegies et à une dépense publique de taille !

En effet :

- Les bâtiments de Moûtiers sont en bon état.
- Ceux d'Albertville ne datent que de 1992 et, malgré de nombreuses malfaçons, sont fonctionnels. Des travaux de

Un nouveau livre de Michel Etiévent

«Résister, c'est créer». C'est toujours d'actualité, comme le programme du CNR (Conseil National de la Résistance). Mais relier la Résistance d'hier et celles d'aujourd'hui est-ce possible ? Les témoignages de FTP savoyards recueillis par Michel Etiévent dans son livre : «*Paroles de Résistance*» nous aident à répondre et à mieux comprendre l'importance du CNR et de son programme.

«*Paroles de Résistance n'a pas la prétention d'un livre d'histoire exhaustif. Simplement un panier de mots émouvants sauvés de l'oubli... une contribution pour éclairer notre histoire*».

La variété des documents complète judicieusement les témoignages de Résistants dont certains nous ont quittés récemment : Angel Gruppo auquel la mairie d'Aix les Bains devrait rendre hommage (ce serait autrement digne que le square Marcel Bigeard), Marcel Gauthier, responsable de la compagnie 92-06, Marinette Moulin déportée à Ravensbrück. Ils ont été et sont, (rares ceux qui restent, comme Constant Paisant rescapé des Glières), l'honneur des FTP, l'honneur de la Résistance en Savoie.

Gérard SIMON

rénovation sont nécessaires, certains ont déjà été engagés, la plupart des services ont été réhabilités et les travaux se poursuivent.

- Est-il opportun de construire un nouveau centre, compte tenu de la démographie médicale ?
- La fuite des patients est avérée, et ne va pas en diminuant. Elle était déjà importante lors du projet initial. Ce manque d'activité pénalise les budgets !



- L'activité sur deux sites est indispensable du fait de la saisonnalité, cela double les dépenses de fonctionnement, il faut donc optimiser leur utilisation.

C'est pourquoi l'organisation des activités pourrait être redistribuée sur les deux sites, telle que proposée par les cadres de santé et la direction des soins en 2005 :

- Chirurgie traumatologique et orthopédique sur le site de Moûtiers, avec développement du SSR et maintien de 25/40 lits à l'année. Pourquoi ne pas aussi envisager une entente avec les Thermes de la Léchère pour la réduction ?
- Chirurgie viscérale, orl, gynéco, ophtalmo sur le site d'Albertville.

Dans le même temps la réflexion ne devrait-elle pas être menée sur les services de gériatrie ?

La construction des Cordeliers II à Moutiers est également «une Arlésienne» ! Après plusieurs projets, rien n'avance... la Maison de santé Claude Leger aurait besoin d'être réaménagée mais rien n'est entrepris.... Tout étant lié à la construction du nouvel hôpital.

En attendant, les personnes âgées dépendantes sont logées dans des locaux exigus, non fonctionnels, des chambres doubles sans douches.

Doit-on se faire soigner dans le privé avec des honoraires exorbitants à la clé ? Doit-on vieillir dans des institutions privées avec des prix d'hébergement scandaleux ?

Il est clair que depuis la construction de Médipôle, le projet de reconstruction de l'hôpital Albertville-Moùtiers n'est plus une priorité. Quelle est cette société qui favorise le privé accessible à une minorité, au détriment du public accessible à TOUS ?

Intérêt ou non de se faire opérer dans les cliniques privées :

Savez vous que si un médecin vous envoie vous faire soigner dans une clinique, vous êtes en droit de refuser et de demander d'aller dans le secteur public où il y a **aussi** de très bons médecins !

Dans les cliniques privées vous serez obligé de payer des honoraires au chirurgien et à l'anesthésiste avec des dépassements parfois exorbitants.

Savez-vous que l'objectif prioritaire de la clinique est la rentabilité : le temps d'intervention ne peut être réduit indéfiniment : donc où gagner du temps ? Entre les interventions.... le temps de nettoyage de la salle peut être très réduit. L'hygiène y est parfois très douteuse.

Si jamais vous avez une infection après l'opération la clinique ne vous reprendra pas et vous serez obligé d'aller à l'hôpital public : cela coûtera très cher à la sécurité sociale et donc à notre argent.

Essayons d'être des citoyens responsables en refusant d'accepter le diktat de certains médecins généralistes qui veulent à tout prix nous envoyer dans le privé. On peut se poser la question de savoir quel est leur intérêt ? !

Paul MARTIN



OPHLM - OPAC - OPH Aujourd'hui Val Savoie Habitat

A l'annonce de ce nouveau sigle, des inquiétudes avaient été émises sur les raisons de ce changement et surtout sur la disparition des termes **Office Public** qui apparaissaient dans toutes les anciennes appellations.

Notre office public allait-il devenir et être géré comme une entreprise et le logement social une marchandise ?

Je constate aujourd'hui que ces inquiétudes n'étaient pas exagérées puisque le mot locataire disparaît du langage, il est remplacé par celui de client.

Dans les faits, il semblerait également que la gestion soit plus proche de celle d'une entreprise que d'un organisme public destiné à satisfaire les besoins des locataires qui ont de nombreuses revendications qui tardent à être résolues.

Ces revendications sont souvent les mêmes d'un quartier à l'autre et concernent des dysfonctionnements dans les installations communes et aussi dans des appartements.

Il est inadmissible qu'il faille des mois, voire une année ou plus pour réparer un interphone, un portail ou encore régler un problème de sécurité ou de local poubelles, etc, etc.

Certes, les locataires reçoivent des courriers les informant que leurs demandes sont prises en compte mais les attentes sont longues et de là à douter de la compétence des dirigeants de Val Savoie Habitat ...

Autre inquiétude, alors que les associations de locataires demandent le gel des loyers, il semblerait que, pour le parc de Val Savoie Habitat, l'augmentation au 1er janvier 2013, pourrait être de 2,15 % minimum, selon le calcul de l'indice de référence qui est celui du privé. Si cela s'avérait exact, bonjour les dégâts pour beaucoup de familles !

Jacques DEVAL



Nouvel élan dans les urnes pour la Révolution Chavez

C'est en effet la quatorzième victoire du «Chavisme» sur quinze scrutins depuis la première élection du candidat du Parti Socialiste Unifié du Venezuela en 1998 ; ce qui a fait dire à Hugo CHAVEZ : *« la bataille a été parfaite sur toute la ligne...une bataille démocratique grâce à la conscience du peuple ; la voix majoritaire s'impose sur la voix minoritaire en la respectant...»*.

En totalisant 54,84% des voix, avec plus de 7 860 000 voix, le leader de la révolution bolivarienne distance très nettement son rival de droite au terme d'une élection marquée par une participation exceptionnelle de 80,85% de votants. Fait encore plus marquant, il arrive en tête dans le riche état pétrolier de Zulia, pourtant bastion de l'opposition ainsi qu'à Caracas après des années de reculs électoraux dans la capitale.

L'opposition a très vite reconnu le verdict des urnes. La droite avait pourtant placé beaucoup d'espoir dans la personne de ce jeune avocat Henrique Capriles Radonski, au point même que la presse, surtout la presse étrangère, le voyait déjà Président.

Pour Le Monde, Libération, France Inter, France 2, TF1 etc... la course était entendue : *«le régime vénézuélien condamné...le pays a un président sortant autoritaire dont le régime est un anti modèle...»*. Les Etats Unis et les Pays occidentaux tenaient à peu près les mêmes propos, ce qui renforce encore la victoire d'Hugo Chavez, contre les puissances étrangères et financières, pour le bien de son peuple.

A peine réélu Président de la République Bolivarienne du Venezuela, il a eu cette belle phrase : *«Nous avons conservé le bien le plus précieux que nous avons conquis après 500 ans de luttes : l'Indépendance Nationale»*.

La nationalisation du pétrole a permis beaucoup d'avancées dont le financement du système public de santé qui est une obligation de l'Etat. En 1998, seulement 10% de la population, soit 3 millions de personnes, avait un accès régulier aux soins. Grâce aux centres de santé ouverts depuis cette période, 50% de la population, soit 17 millions de personnes, ont pu être soignées.

L'éducation est un droit de l'homme et un devoir social fondamental : elle est démocratique, gratuite et obligatoire. L'éducation est un service public ; pour CHAVEZ, le Venezuela est *«une grande salle de classe»*. 85% des enfants sont scolarisés. La scolarisation des enfants a augmenté de 70% en 10 ans. L'analphabétisme qui était

de 9% en 1998 a été éradiqué selon l'UNESCO. La lutte contre la pauvreté a également été très importante : le nombre de pauvres qui était de 54,7% en 1995 a baissé, il n'est plus que de 26,8% en 2010.

Pour nous, Communistes Français, c'est non seulement une magnifique victoire pour le peuple vénézuélien et latino-américain, mais aussi pour tous les peuples en lutte pour une véritable justice sociale et écologique ; c'est une étape pleine d'espoirs pour un autre monde, où l'argent n'est pas roi et où on place *«l'humain d'abord»*.

Gilles COINTY

Fête des Allobroges Au stand d'Albertville : politique et convivialité

A l'heure où la mélancolie succède à l'euphorie, la remise de la rosette à Mme Jay a mis un point d'orgue, à la Fête des Allobroges, au stand d'Albertville. Par ailleurs se sont illustrées les amies Corinne et Marinette dont les crêpes



ont connu un franc succès, de même que les bugnes de «Manou» et les tee-shirts du Che. On rendait aussi hommage à Chavez et au peuple vénézuélien et on se rappelait que, malgré le vote commun PS-UMP en faveur de l'austérité, la lutte pour l'Europe des peuples continuait face au péril du nouveau traité européen. Enfin, de nombreux hors-série de l'Huma dont les 2 plus récents sur Vaillant-Couturier et sur d'illustres journalistes pouvaient donner des idées pour le présent et pour l'avenir. Vers de nouveaux combats, nous terminerons avec une belle phrase de Sélim Boulanger rencontré au «village du livre» : *«La désobéissance, l'insoumission et la résistance peuvent être des vertus et non de vilains défauts ou des péchés»*. Et, plus loin, il ajoute : *«Malgré mes désaccords, je suis toujours resté fidèle à mon parti (car je n'ai jamais trouvé mieux !)*».

L'exploitation des barrages hydrauliques doit rester dans le domaine public



L'Eau est un Bien Public indispensable à la vie, dont l'usage est réglementé par une loi et c'est le parlement qui détient seul le pouvoir de la modifier.

Les barrages existants sont propriété de la Nation et doivent le rester. Les investissements importants nécessaires à leur construction ont été réunis grâce à des emprunts garantis par l'Etat et totalement remboursés par les comptes d'exploitation d'EDF (entreprise publique nationale à l'époque).

Ce sont donc bien les seuls usagers (consommateurs domestiques, tertiaires et industriels) qui, en réglant leurs factures, ont payé en définitive ces investissements. La production d'énergie électrique d'origine hydraulique s'inscrit naturellement dans le mix énergétique du pays au titre des énergies renouvelables dont elle représente la part prépondérante.

Contrairement à la plupart des autres énergies renouvelables, elle est dispatchable, et sa souplesse de démarrage ainsi que sa rapidité de montée en puissance la rend particulièrement précieuse pour assurer l'équilibre du système électrique.



Cette particularité, dans une économie libérale débridée, représente une source de profits considérable pour ses exploitants et les opérateurs internationaux sont naturellement à l'affût d'une telle aubaine.

L'ouverture à la concurrence des concessions d'exploitation de nos barrages a été réclamée par la Commission Européenne avec l'aval du gouvernement Sarkozy. Malheureusement, le nouveau gouvernement n'envisage pas de revenir sur ce diktat de l'Europe libérale au service des financiers.

La création d'un Pôle Public de l'Energie devient indispensable pour garder la maîtrise de l'énergie en dehors de la sphère capitaliste et à l'abri des appétits financiers qui asservissent toujours davantage les peuples. Cela ne se fera pas sans une intervention forte des populations qui doivent être informées largement de ces enjeux pour notre société.

Le syndicat CGT de l'Energie de Savoie organise une conférence-débat à Albertville le 23 novembre après-midi sur ce sujet et nous vous invitons à y participer nombreux.

Georges BLONDE

Avec Fleur, c'est le bouquet !

La ministre déléguée aux PME, Fleur Pellerin, ne croit pas à la lutte des classes dans les PME, vieille rengaine de droite et du MEDEF.

Le Parti communiste lui conseille de vite faire un stage dans une entreprise pour se rendre compte de la réalité.

Il est curieux de constater que madame la ministre a pris son bâton de pèlerin pour justifier ou nier l'exploitation, la pression sur les salaires, le harcèlement.

Ainsi, certains et certaines à gauche et dans le gouvernement semblent plus réceptifs à ceux qui les combattent qu'à ceux qui les soutiennent.

Mais y-a-t-il beaucoup de raisons de les soutenir, aujourd'hui ?

Section du PCF

8 rue Bugeaud - 73200 ALBERTVILLE

Tél : 04 79 32 03 90 (répondeur)

Permanence le lundi de 18 h à 19 h 30

Adresse courriel : pcf.albertville@orange.fr